



EXTRAIT du REGISTRE des DELIBERATIONS

du COMITE SYNDICAL

Séance du 20 août 2021

Date de la convocation :
13 août 2021

Nombre de représentants en
exercice : 7

Nombre de représentants
présents : 6

Dont :
Titulaires : 5
Suppléants : 1

L'an deux mille vingt et un, le 20 août 2021, à vingt heures, le comité syndical du Syndicat Intercommunal de Gestion du Péricolaire Eclos, légalement convoqué, s'est réuni en session ordinaire, en la salle multimédia de la Commune de Boust, sous la présidence de Monsieur Michel HERGAT.

Présents :

Titulaires :

Mme Julie DISTEL (Boust)
M. Michel HERGAT (Enrange)
M. Bertrand MATHIEU (Escherange)
M. Daniel DUBUISSON (Hagen)
M. BAUR Denis (Kanfen)

Suppléant :

M. MICHEL Thierry (Evrange)

Absents :

Mme Marie-Caroline DUMAS (titulaire) et M. Eric GONAND (suppléant) représentant la commune de Basse Rentgen.



2 – Recrutement de personnel de vacances en Contrat d'Engagement Educatif (CEE)

Délibération n°2021-14

Rapporteur M. Denis BAUR

Le contrat d'engagement éducatif (CEE) a été créé par le décret n° 2006-950 du 28 juillet 2006 relatif à l'engagement éducatif pris pour l'application de la loi n° 2006-586 du 23 mai 2006 relative au volontariat associatif et à l'engagement éducatif.

Le CEE est un contrat de travail de droit privé, spécifique, destiné aux animateurs et aux directeurs des accueils collectifs de mineurs. Il fait l'objet de mesures dérogatoires au droit du travail en ce qui concerne le temps de travail, le repos du salarié et la rémunération.

En outre, aucune disposition législative ou réglementaire ne fait obstacle, en matière de fonction publique territoriale, au recrutement par une collectivité territoriale de titulaires de contrat d'engagement éducatif. Par conséquent, les collectivités territoriales peuvent conclure des contrats d'engagement éducatif en vue de l'organisation d'accueils collectifs de mineurs dès lors qu'il s'agit de satisfaire à un besoin occasionnel de recrutement et qu'elles sont responsables de l'organisation de ce type d'activités.

Secrétaire de séance :
M. Bertrand MATHIEU

Enfin, il est rappelé que la personne recrutée doit justifier des qualifications exigées et qu'elle doit être affectée à des fonctions d'animation et d'encadrement durant un temps spécifique.

La durée de l'engagement ne peut être supérieure à 80 jours de travail sur 12 mois consécutifs (article L.432-4 du Code de l'action sociale et des familles).

Le contrat d'engagement éducatif comporte des éléments obligatoires mentionnés à l'article D. 773-2-4 du code du travail. Cependant, les dispositions relatives à la durée légale de travail ne s'appliquent pas de manière intégrale à un contrat d'engagement éducatif. Celui-ci est soumis à un régime dérogatoire permettant de tenir compte des besoins de l'activité (article L.432-2 du CASF). Ainsi, le salarié bénéficie d'une période de repos quotidien fixée à 11 heures consécutives minimum par période de 24 heures. Ce repos peut toutefois être soit supprimé, soit réduit dans la limite de 8 heures par jour. Ces temps de repos sont reportés à l'issue d'une période de référence maximale de 21 jours. Lorsqu'il bénéficie de sa période de repos compensateur, le salarié n'est plus à la disposition de son employeur mais en contrepartie, l'employeur n'est pas tenu de rémunérer l'animateur pour cette période.

Par ailleurs, les dispositions relatives au SMIC et à la rémunération mensuelle minimale sont exclues (article L.432-2. 3° du CASF). La rémunération de l'agent contractuel ne peut être inférieure à 2,20 fois le montant du SMIC horaire, soit 22,33€ en 2020. Le salaire est versé mensuellement. Ce montant étant un minimum, l'employeur peut librement fixer par délibération une rémunération supérieure (articles L.432-3 et D.432-2 du CASF).

Il est proposé d'adopter les tarifs journaliers ci-après conformément à ceux pratiqués par l'Association Eclou depuis 2016 :

- ✓ Animateur non - diplômé : 55 € brut / jour
- ✓ Animateur diplômé et stagiaire : 66 € brut / jour
- ✓ Animateur Maître-Nageur : 75 € brut / jour

Enfin, l'article D. 432-2 du CASF dispose que « *lorsque les fonctions exercées supposent une présence continue auprès des publics accueillis, la nourriture et l'hébergement sont intégralement à la charge de l'organisateur de l'accueil et ne peuvent en aucun cas être considérés comme des avantages en nature* ».

Le contrat d'engagement éducatif constitue donc un outil souple et attractif de recrutement et de gestion des animateurs et directeurs d'accueils collectifs de mineurs qui permet de s'adapter aux flux d'inscriptions et aux conditions de travail spécifiques liées à l'encadrement de mineurs notamment lorsqu'ils sont hébergés.

Il est donc proposé au Comité syndical de créer 12 emplois non permanents destinés au recrutement sous contrat d'engagement éducatif, pendant les vacances scolaires.

Le Comité syndical, après en avoir délibéré,
à l'unanimité

- **DECIDE** de créer 12 emplois non permanents dans le cadre du dispositif "Contrat d'Engagement Educatif",
- **AUTORISE** M. le Président à signer les contrats d'engagement éducatif correspondants aux emplois créés,
- **ADOpte** les tarifs journaliers suivants :
 - Animateur non - diplômé : 55 € brut /jour
 - Animateur diplômé et stagiaire : 66 € brut/jour
 - Animateur Maître-nageur : 75 € brut/jour

- **DECIDE** d'inscrire les crédits nécessaires au budget principal,
- **CHARGE** M. le Président de prendre toutes les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

POUR EXTRAIT CONFORME
KANFEN, le 23 août 2021

Le Président

A handwritten signature in blue ink, consisting of a large, stylized 'M' with a horizontal line extending to the right and a small '7' or similar mark below it.

Michel HERGAT

